

28 MAI 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon octroyant un subside aux entreprises qui se situent dans la filière bois et qui réalisent des investissements en équipements spécifiques

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 17 décembre 1997 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1998, notamment l'article 19;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12, alinéa 3;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le Gouvernement wallon a décidé dans le cadre de la Déclaration de Politique régionale complémentaire de soutenir de manière temporaire les entreprises du secteur du bois par le biais d'aides économiques à partir du 1^{er} janvier 1998 et qu'il est dès lors nécessaire d'adopter sans retard un règlement afin d'accorder un subside à ces entreprises qui réalisent des investissements spécifiques;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. Toute personne physique ou toute personne morale constituée sous la forme de société commerciale ci-après dénommée « l'entreprise », peut, dans la mesure des crédits disponibles, bénéficier d'un subside représentant 40 % du montant de l'investissement admis.

Ce subside ne peut excéder 3,5 millions de FB ou le montant défini au point 2.2. de l'encadrement communautaire des aides d'Etat aux petites et moyennes entreprises 96/C213/04.

Art. 2. A l'exception de l'entreprise de commerce de gros, peut bénéficier de ce subside l'entreprise qui réalise un investissement en aménagement ou en construction de séchoirs de bois après sciage industriel. Le séchage du bois concernera exclusivement les essences figurant dans la liste annexée au présent arrêté. L'investissement admis se compose d'investissements en terrains et bâtiments et en matériels acquis à l'état neuf devant nécessairement figurer dans la rubrique « immobilisés » du bilan et devant être réalisés durant la période courant du 1^{er} janvier 1998 au 31 décembre 1999.

Le seuil minimum d'investissements éligibles est fixé à 1,750 million de FB.

Art. 3. L'entreprise sollicitant un subside doit respecter au moment de l'introduction du dossier, les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité ainsi que les législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales.

L'entreprise doit en outre respecter l'ensemble des dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels reprises dans la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels.

Art. 4. L'entreprise qui sollicite le subside introduit auprès du Ministère de la Région wallonne, Direction Générale de l'Economie et de l'Emploi, ci-après dénommée « l'Administration », un dossier dont le formulaire-type est fourni par cette dernière.

Le dossier doit être introduit par l'entreprise au plus tard le 31 mars 1999.

Art. 5. § 1^{er}. Le versement du subside est subordonné à une demande de l'entreprise, indiquant l'état d'avancement de la réalisation de l'investissement et à la production de la preuve du respect des conditions visées à l'article 3.

§ 2. Pour l'investissement de moins de 5 millions de FB ou dont la durée de réalisation n'excède pas un an, la demande de versement du subside ne peut être introduite par l'entreprise qu'après réalisation et paiement de la totalité de l'investissement.

Pour l'investissement de plus de 5 millions de FB, la demande de versement de la moitié de la prime ne peut être introduite par l'entreprise qu'après réalisation et paiement de 50 % de l'investissement et celle du solde du subside ne peut être introduite par l'entreprise qu'après réalisation et paiement de la totalité de l'investissement.

Art. 6. Tout versement de tout ou partie du subside est subordonné au contrôle, effectué par l'Administration, de la réalisation de tout ou partie de l'investissement. Ce contrôle peut être effectué soit sur base des pièces transmises par l'entreprise, soit sur place.

Art. 7. L'entreprise ayant bénéficié du subside doit le restituer si dans un délai de quatre ans à partir de la fin de la réalisation de l'investissement, elle n'utilise pas, aliène ou cesse d'utiliser, aux fins et conditions prévues, l'investissement ayant fait l'objet du subside.

Art. 8. Le Ministre qui a l'Economie et les P.M.E. dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1998 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1999.

Namur, le 28 mai 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Annexe

Liste des essences pouvant être séchées

1. Résineux

Douglas vert	<i>Pseudotsuga menziesii</i>
Epicéa commun	<i>Picea abies</i>
Epicéa Sitka	<i>Picea sitchensis</i>
Mélèze d'Europe	<i>Larix decidua</i>
Mélèze du Japon	<i>Larix kaempferi</i>
Mélèze hybride	<i>Larix eurolepis</i>
Pin de Koekelare	<i>Pinus nigra</i> ssp. <i>nigra</i> var. <i>Koekelare</i>
Pin noir d'Autriche	<i>Pinus nigra</i> ssp. <i>nigra</i> var. <i>Austriaca</i>
Pin sylvestre	<i>Pinus sylvestri</i>
Sapin de Vancouver	<i>Abies grandis</i>
Sapin noble	<i>Abies procera</i>
Sapin pectiné	<i>Abies alba</i>
Thuya géant	<i>Thuya plicata</i>
Tsuga	<i>Tsuga heterophylla</i>

2. Feuillus

Alisier torminal	<i>Sorbus torminalis</i>
Aulne glutineux	<i>Alnus glutinosa</i>
Bouleau pubescent	<i>Betula pubescens</i>
Bouleau verruqueux	<i>Betula pendula</i>
Caryer	<i>Carya</i> sp
Charme commun	<i>Carpinus betulus</i>
Châtaigner	<i>Castanea sativa</i>
Chêne pédonculé	<i>Quercus robur</i>
Chêne rouge	<i>Quercus rubra</i>
Chêne rouvre	<i>Quercus petraea</i>
Erable sycomore	<i>Acer pseudoplatanus</i>
Frêne commun	<i>Fraxinus excelsior</i>
Hêtre commun	<i>Fagus sylvatica</i>
Merisier	<i>Prunus avium</i>
Noyer commun	<i>Juglans regia</i>
Noyer hybride	<i>Juglans intermedia</i>
Noyer noir	<i>Juglans nigra</i>
Peuplier grisard	<i>Populus canescens</i>
Peuplier tremble	<i>Populus tremula</i>
Peupliers euraméricains	<i>Populus euramericana</i>
Peupliers interaméricains	<i>Populus interamericana</i>
Robinier faux acacia	<i>Robinia pseudacacia</i>
Saule blanc	<i>Salix alba</i>
Tilleul à grandes feuilles	<i>Tilia platyphyllos</i>
Tilleul à petites feuilles	<i>Tilia cordata</i>
Tulipier de Virginie	<i>Liriodendron tulipifera</i>

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mai 1998 octroyant un subside aux entreprises qui se situent dans la filière bois et qui réalisent des investissements en équipements spécifiques.

Namur, le 28 mai 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

D. 98 — 1458

[S - C - 98/27340]

28. MAI 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Gewährung eines Zuschusses an Betriebe des Holzsektors, die Investitionen für spezifische Ausrüstungen tätigen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 17. Dezember 1997, das den allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1998 beinhaltet, insbesondere des Artikels 19;

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Buchführung des Staates, insbesondere des Artikels 12, Absatz 3;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die Wallonische Regierung im Rahmen der ergänzenden regionalpolitischen Erklärung beschlossen hat, die im Holzsektor tätigen Betriebe ab dem 1. Januar 1998 zeitweilig durch Wirtschaftshilfen zu unterstützen, und daß es daher notwendig ist, unverzüglich eine Regelung zu verabschieden, durch die diesen Betrieben, die Investitionen für spezifische Ausrüstungen tätigen, ein Zuschuß gewährt werden kann.

Auf Vorschlag des Minister-Vorsitzenden der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

Beschließt:

Artikel 1 - Jede natürliche Person oder jede in der Form einer Handelsgesellschaft gegründete juristische Person, nachstehend « der Betrieb » genannt, kann im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel in den Genuß eines Zuschusses gelangen, der sich auf 40 % des Betrags der zulässigen Investitionen beläuft.

Dieser Zuschuß ist auf 3,5 Millionen BEF beschränkt, oder auf den unter Punkt 2.2. des Gemeinschaftsrahmens für staatliche Beihilfen an kleine und mittlere Unternehmen 96/C213/04 festgelegten Betrag.

Art. 2 - Dieser Zuschuß kann jedem Betrieb gewährt werden, der eine Investition für die Einrichtung oder den Bau von Anlagen zum Trocknen von industriell gesägtem Holz tätigt, mit Ausnahme der Großhandelsbetriebe. Das Trocknen betrifft ausschließlich die in der Liste, die dem vorliegenden Erlaß in der Anlage beigefügt wird, angeführten Baumarten. Die zulässige Investition betrifft einerseits Investitionen für Grundstücke und Gebäude und andererseits Investitionen für im neuen Zustand erworbene Ausrüstungen, die notwendigerweise in der Rubrik « Anlagevermögen » der Bilanz angeführt werden und zwischen dem 1. Januar 1998 und dem 31. Dezember 1999 zu tätigen sind.

Der Mindestbetrag der zulässigen Investitionen ist auf 1,750 Millionen BEF festgelegt.

Art. 3 - Der Betrieb, der einen Zuschuß beantragt, muß beim Einreichen der Akte den für die Ausübung seiner Tätigkeit geltenden gesetzlichen Bestimmungen sowie den steuerlichen, sozialen und umweltbezogenen Rechtsvorschriften und Regelungen genügen.

Der Betrieb muß außerdem alle in dem Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung und den Jahresabschluß der Unternehmen angeführten Bestimmungen in Bezug auf die Buchhaltung und die Jahresabschlüsse einhalten.

Art. 4 - Der Betrieb, der einen Zuschuß beantragt, reicht bei der Generaldirektion für Wirtschaft und Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region, nachstehend « die Verwaltung » genannt, eine Antragsakte ein, deren Muster bei dieser Verwaltung erhältlich ist. Diese Akte ist durch den Betrieb vor dem 31. März 1999 einschließlich einzureichen.

Art. 5 - § 1. Der Zuschuß wird ausbezahlt, nachdem der Betrieb einen Antrag gestellt hat, in dem der erreichte Stand der Ausführung der Investitionen angegeben wird und nachdem er den Nachweis erbracht hat, daß die in Artikel 3 angeführten Bedingungen eingehalten wurden.

§ 2. Handelt es sich um eine Investition von weniger als 5 Millionen BEF oder deren Durchführungsdauer ein Jahr nicht übersteigt, darf der Betrieb den Antrag auf Ausbezahlung des Zuschusses erst dann einreichen, nachdem die gesamten Investitionen durchgeführt und bezahlt wurden.

Handelt es sich um eine Investition von mehr als 5 Millionen BEF darf der Betrieb den Antrag auf Ausbezahlung der Hälfte des Zuschusses erst dann einreichen, nachdem 50 % der Investitionen durchgeführt und bezahlt wurden. Der Antrag auf Ausbezahlung des Saldos des Zuschusses kann erst eingereicht werden, nachdem die gesamten Investitionen durchgeführt und bezahlt wurden.

Art. 6 - Der Zuschuß wird nur ausbezahlt, nachdem die Verwaltung die teilweise oder vollständige Durchführung der Investitionen überprüft hat. Diese Überprüfung wird entweder auf der Grundlage von durch den Betrieb übermittelten Schriftstücken oder vor Ort durchgeführt.

Art. 7 - Der Betrieb, der in den Genuß eines Zuschusses gelangt ist, hat diesen in einer Frist von vier Jahren ab dem Datum des Abschlusses der Tätigkeit der Investitionen zurückzuerstatten, wenn er die Investitionen, für die der Zuschuß gewährt wurde, nicht benutzt, veräußert oder nicht mehr zu den vorgesehenen Zwecken und Bedingungen benutzt.

Art. 8 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft und die K.M.B. gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 9 - Der vorliegende Erlaß wird am 1. Januar 1998 wirksam und tritt am 31. Dezember 1999 außer Kraft.

Namur, den 28. Mai 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Anlage

Liste der Baumarten, die getrocknet werden dürfen

1. Nadelbaumarten

Douglasie	<i>Pseudotsuga menziesii</i>
Fichte	<i>Picea abies</i>
Sitkafichte	<i>Picea sitchensis</i>
Europäische Lärche	<i>Larix decidua</i>
Japanische Lärche	<i>Larix kaempferi</i>
Hybridlärche	<i>Larix eurolepis</i>
Koekelarekiefer	<i>Pinus nigra</i> ssp. <i>nigra</i> var. <i>Koekelare</i>
Schwarzkiefer	<i>Pinus nigra</i> ssp. <i>nigra</i> var. <i>Austriaca</i>
Gemeine Kiefer	<i>Pinus sylvestri</i>
Großtanne	<i>Abies grandis</i>
Edeltanne	<i>Abies procera</i>
Weißtanne	<i>Abies alba</i>
Riesenlebensbaum	<i>Thuja plicata</i>
Kalifornische Hemlockstanne	<i>Tsuga heterophylla</i>

2. Laubbaumarten

Elsbeerbaum	<i>Sorbus torminalis</i>
Schwarzerle	<i>Alnus glutinosa</i>
Moorbirke	<i>Betula pubescens</i>
Weißbirke	<i>Betula pendula</i>
Hickorybaum	<i>Carya</i> sp
Weißbuche	<i>Carpinus betulus</i>
Edelkastanie	<i>Castanea sativa</i>
Stieleiche	<i>Quercus robur</i>
Roteiche	<i>Quercus rubra</i>
Wintereiche	<i>Quercus petraea</i>
Bergahorn	<i>Acer pseudoplatanus</i>
Esche	<i>Fraxinus excelsior</i>
Rotbuche	<i>Fagus sylvatica</i>
Süßkirsche	<i>Prunus avium</i>
Gemeiner Walnußbaum	<i>Juglans regia</i>
Hybridwalnußbaum	<i>Juglans intermedia</i>
Schwarzer Walnußbaum	<i>Juglans nigra</i>
Graupappel	<i>Populus canescens</i>
Zitterpappel	<i>Populus tremula</i>
Euramerikanische Pappel	<i>Populus euramericana</i>
Interamerikanische Pappel	<i>Populus interamericana</i>
Scheinakazie	<i>Robinia pseudacacia</i>
Silberweide	<i>Salix alba</i>
Sommerlinde	<i>Tilia platyphyllos</i>
Winterlinde	<i>Tilia cordata</i>
Tulpenbaum	<i>Liriodendron tulipifera</i>

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 28. Mai 1998 zur Gewährung eines Zuschusses an Betriebe des Holzsektors, die Investitionen für spezifische Ausrüstungen tätigen, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 28. Mai 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

VERTALING

N. 98 — 1458

[S - C - 98/27340]

28 MEI 1998. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van een subsidie aan de ondernemingen van de « houtfilière » die in specifieke uitrustingen investeren

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 december 1997 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1998, inzonderheid op artikel 19;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 12, derde lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Waalse Regering in het kader van de aanvullende gewestelijke beleidsverklaring beslist heeft vanaf 1 januari 1998 tijdelijk economische steun te verlenen aan de ondernemingen van de houtsector en dat het derhalve noodzakelijk is zo spoedig mogelijk een reglement aan te nemen voor de subsidiëring van de specifieke investeringen van die ondernemingen;

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

Besluit :

Artikel 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon die als handelsvennootschap opgericht is en hierna « onderneming » genoemd wordt, kan binnen de perken van de beschikbare kredieten in aanmerking komen voor een subsidie gelijk aan 40 % van de goedgekeurde investering.

Die subsidie mag niet hoger zijn dan 3,5 miljoen BEF of dan het bedrag bedoeld in punt 2.2. van het communautaire kader voor de Staatshulp aan de KMO's 96/C213/04.

Art. 2. Met uitzondering van de groothandelsbedrijven kan de subsidie verleend worden aan ondernemingen die investeren in de inrichting of de bouw van installaties voor het drogen van industrieel gezaagd hout. Het drogen betreft alleen de soorten die voorkomen op de bij dit besluit gevoegde lijst. De goedgekeurde investeringen betreffen enerzijds de aankoop van terreinen en gebouwen en anderzijds de verwerving van nieuw materieel. Beide moeten in de post « vaste activa » van de balans opgenomen worden en tussen 1 januari 1998 en 31 december 1999 gerealiseerd worden. De investeringen moeten minimum 1,750 miljoen BEF bedragen om in aanmerking te komen voor een subsidie.

Art. 3. De onderneming die een subsidie aanvraagt, moet een dossier indienen en zich daarbij schikken naar de wettelijke bepalingen die de uitoefening van haar activiteit regelen, alsook naar de fiscale, sociale en milieuwetgeving en -regelgeving.

De onderneming moet zich bovendien houden aan de bepalingen betreffende de boekhouding en de jaarrekeningen bedoeld in de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen.

Art. 4. De onderneming die een subsidie aanvraagt, moet haar dossier indienen bij de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest, hierna « Bestuur » genoemd, waar het aanvraagformulier overigens verkrijgbaar is. Het dossier moet uiterlijk 31 maart 1999 ingediend worden.

Art. 5. § 1. De subsidie wordt betaald als de onderneming in haar aanvraag aangeeft in hoeverre de investering gerealiseerd is en het bewijs levert dat ze aan de in artikel 3 bedoelde vereisten voldoet.

§ 2. Voor een investering onder 5 miljoen BEF of op minder dan één jaar mag de onderneming de subsidie pas aanvragen als de gezamenlijke investering gerealiseerd en betaald is.

Voor een investering boven 5 miljoen BEF mag de onderneming de betaling van de helft van de subsidie pas aanvragen als 50 % van de investering gerealiseerd en betaald is; het saldo van de subsidie mag pas aangevraagd worden als de gezamenlijke investering gerealiseerd en betaald is.

Art. 6. De subsidie wordt geheel of gedeeltelijk uitbetaald al naar gelang het Bestuur na een controle de gehele of de gedeeltelijke realisatie van de investering heeft vastgesteld. Die controle kan uitgevoerd worden, hetzij op grond van de door de onderneming overgemaakte stukken, hetzij ter plaatse.

Art. 7. De onderneming die een subsidie heeft genoten, moet ze terugbetalen als ze de gesubsidieerde investering binnen een termijn van vier jaar na de realisatie ervan niet gebruikt, vervreemdt of niet meer gebruikt met inachtneming van de gestelde doeleinden en voorwaarden.

Art. 8. De Minister van Economie en KMO'S is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1999.

Namen, 28 mei 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

Bijlage

Lijst van de soorten die gedroogd mogen worden

1) Naaldbomen

Groene douglas	<i>Pseudotsuga menziesii</i>
Fijnspar	<i>Picea abies</i>
Sitka spar	<i>Picea sitchensis</i>
Europese lork	<i>Larix decidua</i>
Japanse lork	<i>Larix kaempferi</i>
Hybride lork	<i>Larix eurolepis</i>
Koekelare den	<i>Pinus nigra</i> ssp. <i>nigra</i> var. <i>Koekelare</i>
Zwarte Oostenrijkse den	<i>Pinus nigra</i> ssp. <i>nigra</i> var. <i>Austriaca</i>
Gewone den	<i>Pinus sylvestris</i>
Vancouverden	<i>Abies grandis</i>
Veredelde den	<i>Abies procera</i>
Zilverden	<i>Abies alba</i>
Reuzen levensboom	<i>Thuja plicata</i>
(Westerse) Helmlock	<i>Tsuga heterophylla</i>

2) Loofbomen

Elsbes	<i>Sorbus torminalis</i>
Zwarte els	<i>Alnus glutinosa</i>
Zachte berk	<i>Betula pubescens</i>
Ruwe berk	<i>Betula pendula</i>
Bitternoot	<i>Carya</i> sp
Haagbeuk	<i>Carpinus betulus</i>
Tamme kastanje	<i>Castanea sativa</i>
Zomereik	<i>Quercus robur</i>
Amerikaanse eik	<i>Quercus rubra</i>
Wintereik	<i>Quercus petraea</i>
Gewone esdoorn	<i>Acer pseudoplatanus</i>
Es	<i>Fraxinus excelsior</i>
Beuk	<i>Fagus sylvatica</i>
Zoete kers	<i>Prunus avium</i>
Noteboom	<i>Juglans regia</i>
Hybride noteboom	<i>Juglans intermedia</i>
Zwarte walnoot	<i>Juglans nigra</i>
Grauwe abeel	<i>Populus canescens</i>
Ratelpopulier	<i>Populus tremula</i>
Euramerikaanse populieren	<i>Populus euramericana</i>
Interamerikaanse populieren	<i>Populus interamericana</i>
Gewone robinia	<i>Robinia pseudacacia</i>
Schietwilg	<i>Salix alba</i>
Grootbladige linde	<i>Tilia platyphyllos</i>
Kleinbladige linde	<i>Tilia cordata</i>
Tulpeboom	<i>Liriodendron tulipifera</i>

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 mei 1998 tot toekenning van een subsidie aan de ondernemingen van de « houtfilière » die in specifieke uitrustingen investeren.

Namen, 28 mei 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO'S, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON